

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 19/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



JOFFRE TRAVAUX PUBLICS

La Garrigue et Fontinelle
30580 VALLERARGUES

Références : 2022-07-444

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2022 dans l'établissement JOFFRE TRAVAUX PUBLICS implanté aux lieux-dits La Garrigue et Fontinelle 30580 VALLERARGUES. L'inspection a été annoncée le 14/04/2022 et s'inscrit dans le cadre du PPC. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de vérifier le respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02-092N du 26/06/2002, complétées par celles des articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières (surveillance environnementale).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JOFFRE TRAVAUX PUBLICS
- La Garrigue et Fontinelle 30580 VALLERARGUES
- Code AIOT dans GUN : 0006600798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations de traitement des matériaux extraits sont également présentes in situ.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le bénéficiaire de l'autorisation (article 1.1 AP n°02-092N du 26/06/2002),
- la consistance des installations classées (article 1.4 AP n°02-092N du 26/06/2002),
- la liste des installations classées (article 1.5 AP n°02-092N du 26/06/2002),
- l'emplacement des installations (article 1.7 AP n°02-092N du 26/06/2002),
- les conditions préalables (article 1.9 AP n°02-092N du 26/06/2002 modifié),
- le rapport annuel (article 2.3 AP n°02-092N du 26/06/2002),
- la protection des ressources en eau (article 3 AP n°02-092N du 26/06/2002),
- la prévention des pollutions atmosphériques (article 4 AP n°02-092N du 26/06/2002 complété par articles 19.5 à 19.9 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières),
- l'autocontrôle des niveaux sonores (article 6.4 AP n°02-092N du 26/06/2002).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.9.1.2	/	Sans objet
Repères de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.9.1.3	/	Sans objet
Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 2.3	/	Sans objet
Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bénéficiaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.1	/	Sans objet
Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.4	/	Sans objet
Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.5	/	Sans objet
Emplacement des installations	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.7	/	Sans objet
Eloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.9.1.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.9.2	/	Sans objet
Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 3.1	/	Sans objet
Principe généraux de prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 4.1	/	Sans objet
Emissions et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 4.2	/	Sans objet
Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	/	Sans objet
Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet
Autocontrôles des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées des arrêtés précités sont globalement bien respectées ; le site est bien entretenu, l'exploitant fait preuve de rigueur concernant le suivi administratif de ses installations.

L'inspection préconise de compléter la mise en sécurité du site par une signalisation renforcée informant le public de l'interdiction de pénétrer in situ et des dangers inhérents au site (fronts de taille). Des panneaux de limitation de vitesse pourraient être utilement mis en place in situ.

L'inspection rappelle l'interdiction de défrichement au-delà de la limite ICPE (léger dépassement constaté d'environ 0,1 ha). Toutefois, la zone d'extraction et la distance réglementaire de 10m sont bien respectées.

Concernant la surveillance environnementale, il est regrettable que l'exploitant n'ait pas été vigilant concernant l'obligation d'élaboration d'un plan de surveillance et du type de jauges, tels que prescrits réglementairement, aspects confiés à un prestataire qu'il avait jugé compétent.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Bénéficiaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire de l'autorisation
Prescription contrôlée : La société JOFFRE TRAVAUX PUBLICS dont le siège social est fixé à 30580 SEYNES sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté et, le cas échéant, de ses annexes techniques, est autorisée à procéder à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- d'une carrière à ciel ouvert pour la production de calcaire et des installations de premier traitement pour la production de granulats dont l'adresse est fixée à VALLERARGUES aux lieux-dits "La Garrigue" et "Fontinelle",- des installations connexes précisément définies ci-après, présentées dans le dossier de demande comme nécessaires au bon fonctionnement de l'unité.
Constats : La société JOFFRE TRAVAUX PUBLICS exploite 2 ICPE : <ul style="list-style-type: none">- une carrière à ciel ouvert de calcaire classée sous la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées, soumise à autorisation,- des installations de traitement pour la production de granulats, d'une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, de l'ordre de 604 kW, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises désormais à ENREGISTREMENT, aux lieux-dits "La Garrigue" et "Fontinelle" sur le territoire communal de VALLERARGUES exclusivement. Il convient de préciser qu'une anomalie s'est glissée dans l'intitulé dudit arrêté préfectoral n°02-092N du 26 juin 2002 ; en effet, aucune installation n'est exploitée sur le territoire communal de BOUQUET.
Observations : A l'occasion d'un prochain APC, il conviendra de rectifier ces 2 aspects : <ul style="list-style-type: none">- installations de traitement pour la production de granulats, d'une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, de l'ordre de 604 kW, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises à ENREGISTREMENT,- intitulé de l'arrêté préfectoral n°02-092N du 26 juin 2002 ; l'autorisation ne porte pas sur le territoire communal de BOUQUET lieu-dit "Lavalus", aucune installation n'y étant exploitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : Tonnages maximum annuels à extraire à traiter : 500 000 t Volume maximum autorisé : 7 500 000 t Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 510 000 m ² dont superficie de la zone à exploiter : 153 000 m ² Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire Modalités d'extraction : explosifs, engins mécaniques Epaisseur d'extraction maximal : 30 m Côtes limites NGF d'extraction : 292 m Les installations de traitement sont constituées principalement de : - un concasseur primaire - un crible primaire - un concasseur secondaire - un crible secondaire - un concasseur tertiaire - un crible tertiaire - un scalpeur - des convoyeurs - des stockages au sol.
Constats : L'inspection a pu contrôler que les installations autorisées sont conformes à la description qui en sont faites. La côte minimale d'extraction, limitée à 292 m NGF, est bien respectée comme l'inspection a pu le constater sur le plan topographique daté du 20/6/2022 réalisé par le géomètre Bbass. Le tonnage annuel extrait en 2021 s'élève à 223 485 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques : - Exploitation de carrières au sens de l'article 4 du code minier : 2510-1 Autorisation - Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 200 kW (situation des installations autorisées : 622 KW) : 2515-1 Autorisation
Constats : La société JOFFRE TRAVAUX PUBLICS exploite 2 ICPE : - une carrière à ciel ouvert de calcaire classée sous la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées, soumise à autorisation, - des installations de traitement pour la production de granulats, d'une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, de l'ordre de 604 kW, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises désormais à ENREGISTREMENT (suite à évolutions des seuils adhoc de la nomenclature des ICPE).
Observations : Comme déjà mentionné, à l'occasion d'un prochain APC, il conviendra de rectifier le classement des installations de traitement pour la production de granulats, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises à ENREGISTREMENT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emplacement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.7
Thème(s) : Situation administrative, Emplacement des installations
Prescription contrôlée : Conformément au plan à l'échelle de 1/ 5000e joint au présent arrêté (ANNEXE 1), les installations autorisées sont implantées sur les parcelles suivantes n° 5p, 57p, 64, 65 et 68p section Y du plan cadastral. La parcelle n° 749 section C du plan cadastral de la commune de BOUQUET et la partie de la parcelle n° 68 section Y du plan cadastral de la commune de VALLERARGUES ont été exclues du périmètre de la carrière délimité sur le plan précité, la zone correspondante étant habituellement utilisée pour mettre en place une centrale d'enrobage, activité distincte de la carrière.
Constats : L'inspection a pu vérifier le bon emplacement des installations visées sur le plan topographique daté du 20/6/2022 réalisé par le géomètre Bbass.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eloignement du voisinage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.9.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Eloignement du voisinage
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : L'inspection a pu vérifier le respect de cette prescription sur le plan topographique daté du 20/6/2022 réalisé par le géomètre Bbass et sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.9.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Signalisation, accès, zones dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>Le ou les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique ; ils sont réalisés en liaison et en accord avec la direction départementale de l'équipement.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats : L'inspection a pu vérifier sur site le respect des prescriptions relatives aux voies d'accès à la carrière et celles à la voie publique, cette dernière étant intégralement revêtue d'un enrobé bitumineux.</p> <p>Concernant l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, l'inspection a pu constater un merlon périphérique, surmonté de panneaux "DANGER - CARRIERE" en nombre suffisant, en périphérie duquel - côté extérieur du périmètre ICPE autorisé - une végétation dense (ronces essentiellement) est présente, empêchant un accès facilité aux zones dangereuses depuis l'extérieur du site.</p> <p>Par contre, à l'intérieur du site, le danger n'est pas systématiquement signalé par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, notamment aux zones dangereuses en cours d'exploitation, en particulier à proximité immédiate du fond de fouille.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de renforcer l'inaccessibilité aux zones dangereuses ainsi que le nombre de pancartes signalant le danger, les interdictions d'accès, au niveau de la zone en exploitation, d'autant plus que les transporteurs viennent s'approvisionner in situ.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Repères de nivellement et de bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.9.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Repères de nivellement et de bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1/ des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité. 2 / des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'inspection a pu vérifier le bon emplacement des différentes bornes in situ. Elles sont également repérées sur le plan topographique daté du 20/6/2022 réalisé par le géomètre Bbass. Par contre, l'inspection a constaté, au nord du site, une zone défrichée en dehors des limites ICPE autorisées (au delà des bornes sur le terrain doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc, délimitant le périmètre ICPE autorisé). Cela correspond à une zone d'environ 0,1 ha. Aucune extraction n'a été constatée et le bord de l'excavation se situe bien au delà des 10 mètres réglementaires des limites de l'autorisation. L'exploitant a déclaré vouloir sous quinzaine : - déplacer le merlon périphérique au niveau du périmètre ICPE autorisé (poteaux métalliques peints en blanc), - favoriser la reprise de la végétation sur cette zone réduite défrichée en dehors des limites ICPE autorisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.9.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Article 1.9.2.1 Obligation de garanties financières Conformément aux dispositions de l'article 23-3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977, la présente autorisation est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant de la remise en état du site après exploitation. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement susvisé. Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière. Article 1.9.2.2 Montant des garanties financières Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée. Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives. Le montant minimum des garanties financières est ainsi fixé de la façon suivante : Première période quinquennale : 171 000 € T.T.C. Deuxième période quinquennale : 183 000 € T.T.C. (modifié par APC du 27/08/2008) Troisième période quinquennale : 208 000 € T.T.C. (modifié par APC du 2/04/2013) Quatrième période quinquennale : 213 000 € T.T.C. Cinquième période quinquennale : 229 000 € T.T.C. Sixième période quinquennale : 240 000 € T.T.C. Article 1.9.2.3 Modalités d'actualisation des garanties financières Avant l'issue de chaque période quinquennale, le montant de la période quinquennale suivante, tel que défini ci-dessus à la date d'autorisation, est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Article 1.9.2.5 Modalités de renouvellement des garanties financières L'exploitant doit adresser au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.
Constats : L'exploitant a pu justifier d'un acte de cautionnement solidaire CREDIT AGRICOLE pour un montant de 385 534 € pour la période allant du 1/1/2018 au 31/12/2022. Le montant a été calculé sur la base de son dossier de mars 2017 porté à la connaissance de l'inspection "Actualisation du montant des garanties financières de remise en état" pour la quatrième phase quinquennale. Ce dossier tient notamment compte de la modification du phasage d'exploitation, des zones en exploitation et remises en état, de l'indice TP 01 de novembre 2016 (103,3). L'exploitant a expliqué à l'inspection qu'un nouveau dossier relatif à la cinquième phase quinquennale est en cours de finalisation et allait être transmis sous peu pour instruction, tel que prévu réglementairement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 2.3
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Prescription contrôlée : Un rapport de synthèse est établi chaque année. Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">. les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions ;. les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ;. les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies ;. les résultats des tests, des exercices ;. la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires ;. le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation ... Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux, au plus tard le 1er février, pour les données de l'année précédente.
Constats : Le rapport annuel n'est pas tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les ouvrages de prélèvement d'eau doivent être aménagés conformément aux dispositions de la réglementation sanitaire en vigueur (cuvelage en béton, tête de forage étanche dépassant au moins de 0,5 m du niveau du sol ou des plus hautes eaux connues, ...). La conformité des ouvrages de prélèvement à ces dispositions doit être établie et maintenue. Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu de prélèvement, les installations de prélèvement doivent être munies de dispositifs de protection anti-retour reconnus efficaces. L'arrêt au point d'alimentation doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible. Tout captage d'eau à usage sanitaire doit faire l'objet d'une autorisation délivrée en application du code de la santé publique. En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage de prélèvement, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin de limiter tout risque de pollution des eaux. La réalisation de tout nouvel ouvrage ou sa mise hors service doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. Les forages doivent être réalisés et entretenus selon les règles de l'art de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère exploité. En particulier, les aquifères appartenant à des horizons géologiques différents ne doivent pas être mis en communication. De même, les eaux superficielles ne doivent pas pouvoir s'infiltrer par le biais du forage. Ces règles s'appliquent aussi bien pour les forages d'alimentation en eau que pour les piézomètres assurant le suivi du site. L'exploitant doit s'assurer après la réalisation des ouvrages de leur étanchéité. L'interconnexion entre le réseau d'alimentation en eaux sanitaires et celui d'alimentation des eaux de l'usine (refroidissement, procédés,...) n'est pas autorisée. L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit. L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau.
Constats : Un forage est présent in situ. L'inspection a pu vérifier que l'exploitant a mis en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau. Environ 3500 m3 sont consommés annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Prescription contrôlée : <p>Article 3.2 Aménagement des réseaux d'eaux Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement doivent être du type séparatif. On doit distinguer en particulier les réseaux d'eaux pluviales externes, d'eaux pluviales internes, d'eaux de refroidissement, d'eaux de purges, d'eaux industrielles et d'eaux sanitaires, notamment à l'aide de couleur différente conformément à la norme NFX 08-100.</p> <p>Article 3.3 Evacuation des eaux du carreau de la carrière L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par les installations et leur activité. Comme indiqué, ci-dessus, un réseau de dérivation des eaux pluviales sera mis en place. Les eaux du carreau seront évacuées après décantation par une buse reliant le fond de la carrière au pied du plateau dans lequel elle est exploitée, selon les conditions définies par l'étude hydrogéologique (annexe 13). Cette buse et les bassins de décantation seront correctement dimensionnés. La perte présente sur l'exploitation et dans laquelle sont évacuées les eaux pluviales doit être colmatée.</p> <p>Article 3.4 Eaux industrielles Il n'y a pas de rejet d'eau industrielle.</p> <p>Article 3.5 Eaux usées sanitaires Les eaux usées sanitaires doivent être évacuées dans des dispositifs d'assainissement autonomes spécifiques conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et de l'arrêté préfectoral n° 99/2011 du 28 juillet 1999 (la solution retenue pourra comporter un lit filtrant à flux vertical non drainé).</p> <p>Article 3.6 Entretien des véhicules et engins L'entretien des engins ne sera pas effectué sur place.</p> <p>Article 3.7 Limitation des rejets aqueux (eaux pluviales) Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes : · le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 ; · la température doit être inférieure à 30° C ; · les MEST doivent avoir une concentration inférieure à 35 mg/l (Norme NFT 90105) · la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) doit avoir une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101) ; · les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114). La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg/ Pt/l.</p>
Constats : Concernant la protection des ressources en eau, en particulier en ce qui concerne l'aménagement des réseaux d'eaux, l'évacuation des eaux du carreau de la carrière (buse), l'inspection a pu vérifier l'effectivité des mesures prescrites. Toutefois, les eaux pluviales évacuées du carreau de la carrière vers les bassins de décantation situés au pied du plateau dans lequel la carrière est exploitée ne font pas l'objet d'analyses récentes. L'exploitant explique à l'inspection qu'une analyse est programmée avant rejet dans le milieu naturel en 2022 sous réserve de pluies conséquentes susceptibles de générer - in fine - des rejets aqueux dans le milieu naturel, après décantation dans les bassins adhoc.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Principe généraux de prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Principe généraux de prévention des pollutions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières. Les produits de ces dépoussiérages doivent être traités en fonction de leurs caractéristiques. Les émissions à l'atmosphère ne pourront avoir lieu qu'après passage dans des dispositifs efficaces de captation, canalisation et de traitements implantés le plus près possible des sources. Le nombre de points de rejets est aussi réduit que possible. Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières. Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement des installations doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. La combustion à l'air libre, notamment de déchets, est interdite.
Constats : L'inspection a pu vérifier que les installations sont tenues dans un état de propreté satisfaisant, en particulier les aires, pistes de circulation et voies d'accès. Par contre, les émissions à l'atmosphère ne sont pas canalisées (prescription inadaptée).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions et envols de poussières
Prescription contrôlée : <p>Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules doivent faire l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussière (revêtement, arrosage, ...). Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs,...).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation doivent être mises en oeuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
Constats : L'inspection a pu vérifier que : <ul style="list-style-type: none">- les voies d'accès aux installations jusqu'à la bascule et même au delà sont revêtues d'un revêtement bitumineux, ce qui limite fortement les envols des différents véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ainsi que les éventuels dépôts de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques,- il n'y a pas de stockage de produits pulvérulents, ni aucun dispositif de canalisation des émissions de poussières (prescription inadaptée),- les stockages à l'air libre peuvent être humidifiés par utilisation de l'eau du forage afin de limiter les envols par temps sec.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.
Constats : Le plan de surveillance n'est pas tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant a confié cette prestation à un opérateur qu'il a jugé compétent en la matière, Atmo OCCITANIE. Ce prestataire a réalisé les suivis des retombées de poussières autour de la carrière de VALLERARGUES. L'inspection a pu retrouver certaines données, même si elles n'ont jamais été formalisées dans un plan de surveillance, dans les 2 rapports annuels Atmo OCCITANIE "Suivi des retombées de poussières autour de la carrière de VALLERARGUES" mis à disposition par l'exploitant : - rapport annuel 2020 réf. ETU-2021-039 - Edition mars 2021, - rapport annuel 2021 réf. ETU-2022-044 - Edition février 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
Constats : Le plan de surveillance n'est pas tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Des données déduites des 2 rapports annuels Atmo OCCITANIE "Suivi des retombées de poussières autour de la carrière de VALLERARGUES" mis à disposition par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- rapport annuel 2020 réf. ETU-2021-039 - Edition mars 2021,- rapport annuel 2021 réf. ETU-2022-044 - Edition février 2022, <p>aucune station de mesure de type b n'a été retenue alors que des premières habitations sont situées à moins de 1500 mètres des limites de propriété de l'exploitation, sous les vents dominants (le Marin) ; en effet, au moins, 2 habitations sont situées au nord de la zone d'extraction.</p> <p>Actuellement 4 jauges ont été retenues :<ul style="list-style-type: none">- JOFF 1 à environ 1300 mètres à l'est de la carrière (jauge de type a),- JOFF 2 et JOFF 3 respectivement sous le Marin, à environ 400 mètres au nord de la carrière et sous le Mistral, en limite sud du site (jauges de type c),- JOFF 4 à environ 700 mètres au sud de la carrière (jauge complémentaire).<p>L'exploitant doit justifier du manque de jauge de type b et - le cas échéant - y remédier puis procéder à de nouvelles campagnes de mesure.</p></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en oeuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection les 2 rapports annuels Atmo OCCITANIE "Suivi des retombées de poussières autour de la carrière de VALLERARGUES": - rapport annuel 2020 réf. ETU-2021-039 - Edition mars 2021, - rapport annuel 2021 réf. ETU-2022-044 - Edition février 2022. Huit campagnes de mesure de 30 jours ont bien été réalisées tous les 3 mois. Toutefois, l'absence du plan de surveillance et de jauge de type b ne permet pas de conclure quant à l'objectif à atteindre fixé à 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
Constats : La carrière de VALLERARGUES n'est pas située dans une zone couverte par un plan de protection de l'atmosphère. Des rapports Atmo OCCITANIE (incomplets) mis à disposition par l'exploitant, est admis le remplacement de la mise en œuvre d'une station météorologique sur site par un abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection les 2 rapports annuels Atmo OCCITANIE "Suivi des retombées de poussières autour de la carrière de VALLERARGUES": - rapport annuel 2020 réf. ETU-2021-039 - Edition mars 2021, - rapport annuel 2021 réf. ETU-2022-044 - Edition février 2022. Le dernier rapport a été remis lors du présent contrôle à l'inspection. Il convient de rappeler que ces rapports s'avèrent être incomplets en l'absence de mesures et de résultats sur des jauges de type b.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autocontrôles des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôles des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées. Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié.
Constats : L'inspection a pu vérifier le respect des niveaux d'émissions sonores. En effet, l'exploitant a mis à disposition de l'inspection les 2 rapports AGEON de "Mesurage des bruits dans l'environnement - JOFFRE TP" correspondant aux mesures réalisées sur site les 2/10/2018 puis 10/05/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet